

«Le pouvoir d'achat, une question centrale»

Convictions Christian Levrat, candidat unique à la présidence du Parti socialiste suisse, réconcilie salariés et consommateurs

Anne-Catherine Lyon

Christian Levrat est un homme de valeurs et de conviction. Débattre hors pair, il est impatient de faire redécouvrir au Parti socialiste suisse les bienfaits de la confrontation d'idées. Entretien.

— Pour quelqu'un qui a affirmé récemment que ces dernières années le PS a trop mis sur le consensus et l'harmonie, n'est-il pas paradoxal de se retrouver seul candidat à la présidence?

Christian Levrat: Tout d'abord, je rappelle avoir toujours déclaré souhaiter d'autres candidatures, ce qui aurait notamment permis, par les débats au Congrès du 1er mars prochain, d'approfondir les causes de la défaite du PS lors des dernières élections, les conséquences de celle-ci et les remèdes à apporter. De plus, ce que j'ai souhaité exprimer en disant cela c'est que, par le passé, le PS a trop souvent cherché à définir la position de consensus avant même d'avoir posé les enjeux en présence et conduit le débat. On peut illustrer cela par la problématique des conséquences du rapprochement de la Suisse avec l'UE et deux des questions centrales qui se posent pour le PS: celles du service public et de la politique monétaire. Elles avaient

donné lieu à des semaines d'intenses discussions en coulisse, à la production d'un document de 150 pages mais pas à un véritable débat de clarification et d'élaboration des positions.

— En lien avec la question européenne, plus précisément l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et à la Bulgarie, vous avez dit récemment qu'il faudra parler de l'éventuel problème des Roms et que de ne pas l'aborder serait «une politique kamikaze». Que voulez-vous dire par là?

— Premièrement, et contrairement à ce que dit la conseillère fédérale Doris Leuthard, je souligne que cette extension n'est pas gagnée d'avance. L'UDC va sans doute l'aborder en instrumentalisant la question des Roms. Le PS devra donc être prêt pour ce débat en faisant preuve de réalisme. Cela signifie pour moi qu'il faut entendre les craintes exprimées par la population, en particulier en matière de dumping salarial et conduire le PS à exiger des mesures d'accompagnement renforcées. De plus, concernant les Roms, le parti doit inlassablement rappeler qu'ils ne sont pas concernés par la libre circulation, sauf bien entendu comme travailleurs.

— Mais comment mener ce débat au sein du PS sans déchirement, voire déchirure, avec les sections cantonales fortement attachées à la défense des populations migrantes, en particulier des minorités les plus fragiles?

— Il est évident que ce débat devra être mené avec doigté notamment en rappelant les mécanismes prévus par la libre circulation des personnes. Mais la pire erreur pour le Parti socialiste serait de ne pas mener ce débat et donc de ne pas être prêt à affronter l'UDC.

— Autre thème délicat, le fossé réel ou supposé entre un PS attaché à la défense des salariés et un PS attaché à la défense des consommateurs...

— La contradiction n'est qu'apparente et a été beaucoup mentionnée en épingle. La défense des salariés et celle des consommateurs sont en réalité deux aspects d'une même question centrale, à savoir celle de l'augmentation du pouvoir d'achat. Et la faiblesse de celui-ci s'explique tant par des salaires, qui restent globalement insuffisants, que par des prix trop chers dans notre pays en particulier pour les médicaments, le logement et les produits agricoles.



Christian Levrat. «Le PSS pourrait se profiler davantage sur la formation.» BERNE, 30 DÉCEMBRE 2007

— Quel est pour vous le bon positionnement de thèmes politiques tels que la formation, la fiscalité ou la santé? Faut-il les transférer à l'échelon cantonal, où le rapport de force est moins défavorable à la gauche?

— Gardons-nous d'extrapoler à l'ensemble du pays la situation qui prévaut en Suisse romande! Certains domaines comme la fiscalité ou les hautes écoles s'imposent comme éminemment

fédéraux ou au minimum doivent entraîner une coordination renforcée. De plus, des impulsions fortes venant du niveau fédéral me paraissent nécessaires pour renforcer les crèches et garder les ainsi que l'ensemble du dispositif entourant la journée à horaire continu pour les écoliers. Seul un développement de ces mesures permettra aux parents, aux femmes en particulier, de mener de front vie professionnelle et vie de famille, tout en ayant l'assurance

que leurs enfants sont entre de bonnes mains.

— A l'heure où l'UDC affiche la formation comme nouveau cheval de bataille, considérez-vous que le PSS est suffisamment profilé sur ce thème?

— Il pourrait l'être d'avantage et par ailleurs développer une plus grande synergie avec les conseillers et conseillers d'Etat socialistes en charge de la formation.

La hausse de 10% du prix du tabac donne 4% de fumeurs en moins

Fumée Thomas Zeltner annonce une augmentation du prix du paquet de cigarettes de 30 à 50 centimes en 2009. Cette mesure semble efficace

Le prix du paquet de cigarettes devrait grimper de 30 à 50 ct. début 2009, a annoncé hier le patron de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), Thomas Zeltner, dans l'hebdomadaire *Sonntag*. Comme de nombreux fumeurs contournent les hausses en s'approvisionnant sur le marché noir, le web ou dans les pays frontaliers plus cléments, certains s'interrogent sur l'efficacité réelle des hausses de prix.

Responsable de la consultation de tabacologie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), le Dr Jean-Paul Humair, lui, n'en doute pas: «C'est une des mesures les plus efficaces, et la plus simple à mettre en œuvre», affirme-t-il. Selon une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une

hausse de 10% entraîne une diminution de 4% du nombre de fumeurs dans les pays riches et de 8% dans les pays pauvres. Mais l'effet se tasse avec le temps. Pour être efficace, la hausse doit donc être renouvelée régulièrement.

10%, un minimum

Autre condition sine qua non: frapper fort. «Il ne faut surtout pas donner dans l'homéopathie. 10%, c'est le minimum pour avoir un impact sur la consommation», souligne le Dr Humair. Tirailée entre la santé des citoyens et celle des finances, la Suisse a longtemps appliqué une politique des petits pas, limitant les hausses à 5 ou 10 ct. à la fois. Et elle reste loin derrière ses voisins européens, en matière d'imposi-

tion du tabac. Celle-ci représente 3 fr. 58 sur un paquet à 6 fr. 40. L'objectif de l'OFSP? Réduire le nombre de fumeurs à 20% de la population. Un taux atteint par exemple par la Suède et la Californie. Mais le chemin est encore long. «En Suisse, on est passé de 35 à 29% de prévalence en 8 ans», rappelle le Dr Humair.

Pourcentage incompressible

Un pourcentage incompressible de fumeurs réfractaires à toutes les mesures demeurera néanmoins. «Chez les addicts, la consommation ne relève plus de l'intention, et les changements contextuels sont inefficaces», constate le Dr Daniele Zullino, chef du service d'abus de substances aux HUG.

Les mesures de santé publique telles que la hausse des prix s'adressent donc surtout aux consommateurs débutants. Après l'initiation, le fumeur passe en effet par une consommation hédonique. A ce stade, fumer est encore le fruit d'une décision. «C'est la raison pour laquelle la hausse de prix est un frein particulièrement efficace chez les jeunes», explique le Dr Zullino. Chez eux, une hausse de 10% peut entraîner une réduction équivalente du nombre de fumeurs.

Après les premières phases, la répétition va conduire le consommateur à la dépendance. Fumer est alors un processus sans intention, induit automatiquement par des stimuli tels que le café, un téléphone ou un verre de vin. A ce stade, les mesures de santé publique n'ont presque plus d'influence. Reste la thérapie. «Malheureusement tant que le produit existera, il y aura des fumeurs», conclut Jean-Paul Humair.

Séverine Hutin

Le centre droit refuse le chantage des extrêmes sur la libre circulation

Roumanie-Bulgarie Le PRD et le PDC refusent d'assumer toute responsabilité politique en cas d'échec de l'extension devant le peuple

Depuis quinze jours, l'UDC et le PS monopolisent le débat politique concernant l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie. Et le centre reste pour l'instant discret. A-t-il déjà une stratégie face à un référendum qui paraît maintenant inévitable?

L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, désormais leader de l'opposition, a le premier formulé les conditions que posera l'UDC à l'acceptation de l'extension de la libre circulation. En exigeant que Bruxelles accepte la souveraineté fiscale de la Suisse, il établit un lien entre les deux dossiers. En disant cela, le tribunal de l'UDC attribue à la question de la fiscalité un statut d'un dossier négociable - chose que le Conseil fédéral a précisément toujours refusée. Autre exigence de l'UDC: la possibilité de renvoyer des criminels roumains et bulgares dans leurs pays d'origine.

Fulvio Pelli reste ferme

La menace de référendum est aussi brandie par la gauche. Le président désigné du PS, Christian Levrat, demande dans la *NZZ am Sonntag* un renforcement, voire un doublement des contrôles des salaires qu'il juge indispensable. Le Fribourgeois estime que l'extension de la libre circulation sera un scrutin difficile qui nécessite qu'on parle des préoccupations liées à un afflux de Roms.

Face à la surenchère d'exigences que se livrent la gauche et la droite, on se demande quelle sera la stratégie du centre pour gagner ce vote crucial pour l'économie suisse. Les menaces émanant des extrêmes laissent Fulvio Pelli de marbre. Le président du PRD n'est pas prêt à faire de concessions face au PS et à l'UDC. Il se montre certes ouvert à la discussion sur toute disposition visant à améliorer la sécurité. Mais il refuse catégoriquement des mesu-

res supplémentaires qui cloisonneraient davantage le marché du travail. Il se montre persuadé que la ligne du peuple suisse est claire. Celui-ci a en effet à plusieurs reprises confirmé la voie bilatérale - pour la dernière fois en 2005 - assortie de mesures d'accompagnement qui selon le radical «sont amplement suffisantes et ne doivent pas être durcies». Fulvio Pelli juge toute mesure supplémentaire «inutile».

Prosperité prise en otage

«Les radicaux ne sont plus prêts à assumer la responsabilité pour la politique des extrêmes en Suisse», résume le président du PRD. Cette tonalité sans concessions des radicaux est nouvelle et elle est partagée par le PDC. Le conseiller aux Etats saint-gallois Eugen David refuse lui aussi le «chantage» du PS et de l'UDC. «Le PDC assume la responsabilité du oui, mais pas celle du non», ajoute-t-il.

Chantal Balet, responsable romande d'économie suisse, avertit, elle, que le prix à payer en cas d'échec du scrutin sur les bilatérales serait «énorme». «Les entreprises suisses ont besoin de la libre circulation et je n'accepte pas que la prospérité du pays soit prise en otage», affirme-t-elle. Elle se montre prête à mener le dialogue avec le PS comme avec l'UDC. Même si, avec cette dernière, il n'y a «rien à négocier» prévient-elle. Le lien établi par l'UDC entre la fiscalité et les bilatérales est à ses yeux «machiavé» s'agissant d'une revendication que seule l'UE pourrait remplir. Chantal Balet estime en outre que les mesures d'accompagnement en vigueur ont fait leurs preuves. «Des concessions supplémentaires rendraient le marché de travail trop rigide».

Les radicaux, le PDC et économie suisse sont persuadés qu'à côté des mesures d'accompagnement il y a

des instruments efficaces pour faire face à d'éventuels abus sur le marché du travail. L'expérience de la libre circulation avec l'UE montre en effet que seules les personnes ayant un emploi ou jouissant d'une fortune suffisante peuvent venir en Suisse. «Les Roms qui n'ont pas de place de travail en Suisse ne pourront donc pas venir plus facilement qu'aujourd'hui», explique Fulvio Pelli. «Nous défendons la libre circulation des travailleurs et non celle des mendiants», résume Chantal Balet. Et Eugen David rappelle que les autorités disposent désormais d'instruments supplémentaires grâce à la nouvelle loi sur le travail au noir en vigueur depuis le début de l'année.

Tenir compte des craintes!

Et comment répondre aux préoccupations sécuritaires de la population? La possibilité d'expulser des étrangers criminels existe déjà, insiste Fulvio Pelli qui se montre en faveur d'une application stricte des lois en vigueur.

Le centre droit ainsi qu'économie suisse se voient confrontés au même scénario que lors de la dernière votation sur l'extension des bilatérales en 2005. Même si, cette fois, la problématique paraît plus complexe. La discussion ne tournera cette fois plus autour d'un groupe relativement abstrait de dix pays. Elle portera cette fois sur deux États précis qui, non seulement, affichent un retard considérable sur le plan du développement économique mais, de surcroît, sont sujets à de nombreux préjugés.

Le centre droit ainsi qu'économie suisse ne doivent pas céder au chantage des pôles politiques. Mais ils ne peuvent pas pour autant se permettre d'occulter les craintes qui se manifestent dans la population. Karin Keller-Sutter

«I only want people around me who can do the impossible.»

Elisabeth Arden